

# THE INSIDE TRACK

DES INFORMATIONS CONCISES SUR LA PROCHAINE  
SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le Inside Track CDH52: la 52ème session ordinaire  
du Conseil des droits de l'homme

Du lundi 27 février au 4 avril 2023

(session de 5 semaines et demie), Salle XX, Palais des Nations



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE  
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP



S.E. Václav Bálek (République tchèque) a été élu président du 17ème cycle du Conseil des droits de l'homme en décembre 2022.  
Photo : UN Photo / Jean Marc Ferré

## EN BREF

- [130](#) hauts dignitaires et représentants présenteront leurs déclarations au cours des trois jours du segment de haut niveau du CDH52, qui se déroulera de façon hybride. Jusqu'à présent, un total de quatre chefs ou vice-chefs d'État, onze chefs ou vice-chefs de gouvernement et 97 ministres ou vice-ministres sont programmés pour s'adresser au Conseil. Le Secrétaire général des Nations Unies, S.E. M. António Guterres, ainsi que le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, S.E. M. Csaba Kőrösi, prononceront également un discours au début du segment de haut niveau.
- Le 7 mars, M. Volker Türk, Haut Commissaire pour les droits de l'homme, ouvrira le CDH52 avec un compte-rendu oral de son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le monde. Ce compte-rendu oral, ainsi que d'autres mises à jour orales portant sur des situations de pays spécifiques, serviront de base au débat général sous le point 2 de l'ordre du jour les 7 et 8 mars.
- Au cours de la session, le Conseil examinera les rapports portant sur **des situations de pays spécifiques** préparés par le Haut Commissaire portant sur des questions relatives aux droits de l'homme, entre autres:
  - La Colombie
  - Le Guatemala
  - L'Honduras
  - Le Myanmar
  - Le territoire occupé du plateau du Golan en Syrie
- De plus, le Haut Commissaire présentera ses **comptes rendus oraux** sur la situation à:
  - La République bolivienne du Venezuela
  - La République démocratique du Congo
  - Le Nicaragua
  - Le Soudan
- Le Conseil examinera les rapports portant sur des questions thématiques préparés par la Haute-Commissaire et le Secrétaire général, concernant entre autres:
  - [Désinformation](#)
  - [Bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme pendant et après la pandémie de maladie à coronavirus \(COVID-19\)](#)
  - [Suite donnée à la résolution 9/8](#)
  - [Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions](#)
  - [Conclusions et recommandations des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales](#)
  - [Atelier sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme](#)
  - [Fonds spécial créé en vertu du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants](#)

- [Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans la promotion et la protection des droits de l'homme des personnes en situation de vulnérabilité et de marginalisation dans le cadre des efforts de relèvement pendant et après la pandémie de COVID-19](#)
  - [Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture](#)
  - [Garantir à tous les pays un accès équitable, rapide et universel, à un coût abordable, aux vaccins mis au point pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus \(COVID-19\)](#)
- Le Conseil examinera également les **rapports** préparés par la Haute-Commissaire et le Secrétaire général sur:
- [Promotion de l'établissement des responsabilités en République populaire démocratique de Corée](#)
  - Belarus in the run-up to the 2020 presidential election and in its aftermath
  - Human rights in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, and the obligation to ensure accountability and justice
  - Israeli settlements in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, and in the occupied Syrian Golan
- [Résumé de la réunion-débat sur les causes profondes des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises contre les musulmans rohingya et d'autres minorités au Myanmar](#)
- Le Conseil organisera **20 dialogues interactifs avec les procédures spéciales (14 thématiques et douze spécifiques à un pays)**, notamment ceux portant sur les mandats suivants: l'albinisme; la lutte antiterroriste; les droits culturels; les personnes en situation de handicap; l'environnement; l'alimentation; la dette étrangère; la liberté de religion; le logement adéquat; les défenseurs des droits de l'Homme; les minorités; la vie privée; la vente d'enfants; la torture; l'Afghanistan; la République populaire démocratique de Corée; l'Érythrée; la (République islamique d' Iran; le Mali; et le Myanmar.
- De plus, le Conseil tiendra **huit dialogues interactifs avec plusieurs mécanismes d'enquête**, dont la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du **Venezuela**; la Commission d'experts des droits de l'homme sur l'**Éthiopie**; l'Équipe d'experts internationaux sur la **République démocratique du Congo**; la Mission indépendante d'établissement des faits sur la **Libye**; le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le **Nicaragua**; la Commission des droits humains dans le **Soudan du Sud**; la Commission d'enquête internationale indépendante sur la **République arabe syrienne**; et la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'**Ukraine**.

- Conformément à [HRC/PRST/OS/13/1](#), tous les dialogues interactifs (DI) seront individuels.
- Le Conseil devrait adopter **40 projets de résolution**. La date limite pour soumettre un projet de résolution a été fixée au 23 Mars **2023 à 13:00 CEST**.
- Il est également prévu que **dix nouveaux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales** soient nommés, dont le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie; le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine (un membre issu des États d'Asie et du Pacifique); le Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement (un membre issu des États d'Europe orientale, un membre des États d'Europe occidentale et autres États, un membre issu des États d'Asie et du Pacifique, et un membre issu des États d'Afrique); et le Mécanisme d'experts sur les droits des Peuples Autochtones (un membre issu de l'Asie et un membre issu de l'Arctique). Plusieurs informations sur les candidatures sont disponibles [ici](#).<sup>[3]</sup>
- Les résultats de l'EPU de 14 États seront examinés en vue d'une adoption par le Conseil lors du CDH52: Bahreïn, Équateur, Tunisie, Maroc, Indonésie, Finlande, Royaume-Uni, Inde, Brésil, Philippines, Algérie, Pologne, Pays-Bas, Afrique du Sud.

Pour obtenir la version intégrale du programme de travail pour la 52ème session, cliquez [ici](#).<sup>[4]</sup>



51ème session du Conseil des droits de l'homme, à Salle XX, Palais des Nations, Genève, Suisse, 12 septembre 2022.  
Photo: UN Photo / Pierre Albouy

# IMPACT DES MESURES SPÉCIALES POUR COMBATTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19 LORS DU CDH

- Le maintien de modalités de réunion hybrides pour la 52ème session continue de susciter un intérêt général parmi les délégations et la société civile; par conséquent, le Bureau est convenu que la 52ème session du Conseil devrait appliquer des modalités hybrides de manière similaire à ce qui a été fait pour sa 51ème session en septembre 2022.
- À compter du 9 janvier 2023, les participants aux réunions et le personnel ne seront plus tenus de porter des masques dans tous les locaux de l'ONU à Genève. L'Office encourage chacun à maintenir d'autres mesures d'hygiène protectrices.
- Les États et les ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC pourront participer à la session soit en personne dans la salle XX, soit virtuellement par Zoom ou messages vidéo préenregistrés.
- Les délégations pourront exercer leur droit de réponse virtuellement, de la même manière que lors de la 52ème session ordinaire, en envoyant une demande à [ohchr-hrclistofspeakers@un.org](mailto:ohchr-hrclistofspeakers@un.org). Le Secrétariat enregistrera la requête et informera les représentants du temps estimé restant pour le segment sur le droit de réponse. La délégation sera donc appelée pendant le segment droit de réponse, dans l'ordre dans lequel les requêtes ont été enregistrées.
- Les procédures spéciales, membres de mécanismes d'enquête ou panélistes, qui ne peuvent pas se rendre à Genève, pourront enregistrer des messages vidéos pour leur présentation initiale et participer aux dialogues interactifs et aux discussions de panels via Zoom.
- Les ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC et les désignations actives auprès de l'ONUG pourront choisir leur mode de participation préféré, soit en personne, soit par message vidéo, pour tous les débats sur le système d'inscription en ligne (<https://ngoreg.ohchr.org>), qui ouvrira le 21 février à 14h00 CEST. Le mode de participation peut être modifié ultérieurement pour les dialogues interactifs et les tables rondes. Ce changement n'affectera pas la position sur la liste des orateurs. Cependant, cela ne sera pas possible, pour des raisons techniques, pour les débats généraux.
- Ces modalités ne constituent pas un précédent pour les futures sessions du CDH.
- Le système d'inscription en ligne des États sur la liste des orateurs pour tous les débats généraux, les dialogues interactifs et les tables rondes ouvrira le lundi 20 février à 16 heures et fermera 24 heures avant la réunion au cours de laquelle chaque débat doit commencer. Après la clôture de l'inscription en ligne, les délégations peuvent encore s'inscrire ou se retirer en envoyant un courriel à l'adresse [OHCHR-hrclistofspeakers@un.org](mailto:OHCHR-hrclistofspeakers@un.org). Le système en ligne pour l'inscription sur la liste des orateurs pour l'adoption des résultats de l'EPU ouvrira le lundi 13 mars à 9h00 et fermera le jeudi 16 mars à 18h00. Aucune inscription ne sera possible après ce délai. Pour les institutions nationales des droits de l'homme et les ONG, la liste des orateurs pour tous les débats ouvrira en ligne le mardi 21 février à 14h00.

## MESURES POUR ASSISTER LES PETITES DÉLÉGATIONS PENDANT LE CDH

Le Bureau d'assistance du CDH pour les PEID et les PMA vise à, virtuellement, faciliter la compréhension des sujets abordés lors du CDH et renforcer la participation des délégations de petits États pendant la session. Le Bureau d'assistance peut être joint avant, pendant, et après la session par courriel ([hrcdesksmallpm@un.org](mailto:hrcdesksmallpm@un.org)) ou par téléphone/WhatsApp +41 (0) 79 500 00 32. Le Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des PMA et PEID aux travaux du Conseil des droits de l'Homme est également disponible pour des consultations en ligne sur demande.

L'utilisation de l'outil en ligne de «E-deleGATE» continuera afin de faciliter le travail des délégations lors du CDH. Cet outil permettra aux délégations de diffuser, soumettre et parrainer des résolutions, entre autres. Il est accessible à ce [lien](#).<sup>[5]</sup>

Les délégués pourront continuer à utiliser l'application [Sched](#) pour personnaliser leurs agendas et les synchroniser avec leurs calendriers. HRC52 Sched fournit des détails sur les réunions plénières ainsi que sur les autres réunions prévues parallèlement à la session du Conseil des droits de l'homme au Palais des Nations.

## LES RÉUNIONS-DÉBATS

Il est prévu que le CDH52 tienne neuf réunions-débats et une réunion thématique sur les thèmes suivants:

- Réunion-débat annuel: Intégration des droits de l'homme (27 février, [note conceptuelle](#))
- Réunion-débat biennale de haut niveau sur la peine de mort (28 février, [note conceptuelle](#))
- Réunion de haut niveau d'une journée sur le droit au développement (28 février, deux réunions accessibles, [note conceptuelle](#))
- Réunion-débat de haut niveau sur les fonds volontaires pour l'EPU (1 mars, [note conceptuelle](#))
- Annual full-day meeting on the rights of the child on the theme (8 mars, deux réunions accessibles, [note conceptuelle](#))
- Débat annuel sur les droits des personnes handicapées (13 mars, [note conceptuelle](#))
- Débat sur la discrimination raciale (30 mars)

Des notes sur ces débats seront disponibles [ici](#) (notes disponibles en anglais).<sup>[6]</sup>



## QUOI DE NEUF?

Au cours du CDH52, les États examineront 80 rapports préparés par le Secrétaire général, la Haute-Commissaire, les Groupes de travail et/ou des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

Ces rapports de l'ONU, mandatés par le Conseil via des résolutions précédentes, seront disponibles [ici](#)<sup>[7]</sup> une fois publiés.

## 'NOMBRE L' - PROJETS DE RÉSOLUTIONS ET AUTRES TEXTES AU CDH52<sup>[8]</sup>

Sur la base des annonces faites lors de la réunion d'organisation du CDH52 (13 février), du calendrier volontaire des initiatives régulières, et des initiatives récurrentes de l'année précédente (CDH49), les projets de résolution et autres textes suivants devraient être déposés lors du CDH52. Avant leur adoption, ces textes feront l'objet d'au moins un cycle de consultation informelle ouverte avec les délégations intéressées.

# RÉSOLUTIONS PORTANT SUR LA SITUATION D'UN PAYS

(\* = initiative formellement annoncée pendant la réunion organisationnelle du CDH52)

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL(AUX) <small>[9]</small>	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	HISTORIQUE DU VOTE <sup>[10]</sup>
1	<u>Situation des droits de l'homme en Ukraine à la suite de l'agression russe*</u>	Ukraine	1	Vote ( <u>32-2-13</u> )
2	<u>Faire progresser les droits de l'homme au Soudan du Sud*</u>	Pakistan (OCI, sauf l'Albanie et le Cameroun)	2	Vote ( <u>37-7-3</u> )
3	<u>Situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et obligation de garantir les principes de responsabilité et de justice*</u>	Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Paraguay, Pérou	2	Vote ( <u>20-7-20</u> )
4	<u>Promotion et protection des droits de l'homme au Nicaragua</u>	France (UE)	4	Vote ( <u>22-6-19</u> )
5	<u>Situation des droits de l'homme au Bélarus à la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de 2020*</u>	France (UE)	4	Consensus
6	<u>Situation des droits de l'homme au Myanmar*</u>	Albanie, Norvège, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique	2	Vote ( <u>19-11-17</u> )

OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL(AUX) <small>[9]</small>	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	HISTORIQUE DU VOTE <sup>[10]</sup>
7 <a href="#">Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée*</a>	France (UE)	4	Consensus
8 <a href="#">Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*</a>	Iceland, Macédoine du Nord, Republic of Moldova, Royaume-Uni	4	Vote (19-12-16)
9 <a href="#">Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne*</a>	Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Jordanie, Koweït, Netherlands, Qatar, Türkiye, États-Unis d'Amérique	4	Vote (25-6-16)
10 <a href="#">Droits de l'homme dans le Golan syrien occupé*</a>	Pakistan (Organization of Islamic Cooperation,sauf l'Albanie et le Cameroun)	7	Vote (29-15-3)
11 <a href="#">Colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé*</a>	Pakistan (Organization of Islamic Cooperation,sauf l'Albanie et le Cameroun)	7	Vote (38-4-5)
12 <a href="#">Droit du peuple palestinien à l'autodétermination</a>	Pakistan (OCI, sauf l'Albanie et le Cameroun)	7	Vote (41-3-3)
13 <a href="#">Coopération avec la Géorgie</a>	Géorgie	10	Vote (19-6-20)
14 <a href="#">Assistance technique et renforcement des capacités au Soudan du Sud</a>	Côte d'Ivoire (Groupe Africain)	10	Consensus

# RÉSOLUTIONS THÉMATIQUES

\* = Initiative formellement annoncée pendant la réunion organisationnelle du CDH5)

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) <sup>[11]</sup>	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ <sup>[12]</sup>	HISTORIQUE DU VOTE <sup>[13]</sup>
1	<u>Le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant, et le droit à la non-discrimination à cet égard*</u>	Brésil, Finlande, Allemagne, Namibie	3	Annuel	Consensus
2	<u>Enregistrement des naissances et droit de chacun à la reconnaissance en tout lieu de sa personnalité juridique*</u>	Mexique, Türkiye	3	Triannuel	Consensus
3	<u>Contribution à la mise en œuvre de l'engagement commun à aborder et combattre efficacement le problème mondial de la drogue en tenant compte des droits de l'homme*</u>	Albanie, Brésil, Colombie, Grèce, Guatemala, Mexique, Paraguay, Portugal, Suisse, Uruguay	3	Suivi de la résolution 37/42	Vote (26-10-11)
4	<u>Effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels*</u>	Cuba	3	Annuel	Consensus
5	Liberté d'opinion et d'expression : mandat de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression*	Canada, Pays-Bas	3	Triannuel	Consensus
6	<u>Liberté de religion ou de conviction*</u>	France (UE)	3	Annuel	Consensus

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) <sup>[11]</sup>	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ <sup>[12]</sup>	HISTORIQUE DU VOTE <sup>[13]</sup>
7	<u>Droits de l'homme et environnement*</u>	Costa Rica, Maldives, Maroc, Slovaquie, Suisse	3	Biennuel	Consensus
8	<u>Droits de l'homme des migrants : mandat du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants*</u>	Mexique	3	Triennuel	Consensus
9	<u>Droits de l'homme, démocratie et état de droit*</u>	Maroc, Norvège, Pérou, République de Corée, Roumanie, Tunisie	3	Biennuel	Consensus
10	<u>Mandat du Rapporteur spécial sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant*</u>	Croatie (Union européenne), Uruguay (GRULAC)	3	Triennuel	Consensus
11	<u>Mandat du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne*</u>	Norvège	3	Triennuel	Consensus
12	<u>Santé mentale et droits de l'homme*</u>	Brésil, Portugal	3	Triennuel	Consensus
13	<u>Promouvoir et protéger les droits économiques, sociaux et culturels et lutter contre les inégalités dans le contexte du relèvement après la pandémie de COVID-19</u>	Bolivie (État plurinational de), Chine, Égypte, Pakistan, Afrique du Sud	3	Annuel	Vote (31-14-2)

OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) <sup>[11]</sup>	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ <sup>[12]</sup>	HISTORIQUE DU VOTE <sup>[13]</sup>	
14	Promotion des droits de l'homme et des objectifs de développement durable par la prestation de services publics transparents, responsables et efficaces*	Azerbaïdjan, Équateur, Géorgie, Kenya, Malaisie, Thaïlande, Türkiye	3	Nouvelle résolution déposée en tant que suivi de la résolution 37/7 du CDH	Nouvelle résolution
15	<u>Promotion et protection des droits de l'homme et mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030*</u>	Azerbaïdjan, Équateur, Géorgie, Kenya, Malaisie, Thaïlande, Türkiye	3	Triannuel	Consensus
16	<u>Promotion de la jouissance des droits culturels pour tous et du respect de la diversité culturelle*</u>	Cuba	3	Annuel	Consensus
17	<u>Question de la réalisation, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels*</u>	Portugal	3	Biennuel	Consensus
18	<u>Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme*</u>	Arménie, Belgique, Mexique, Sénégal, Thaïlande	3	Triannuel	Consensus
19	<u>Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques : mandat du Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités</u>	Autriche, Mexique, Slovénie	3	Triannuel	Consensus

OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) <sup>[11]</sup>	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ <sup>[12]</sup>	HISTORIQUE DU VOTE <sup>[13]</sup>	
20	<u>Les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite dans les pays d'origine sur la jouissance des droits de l'homme et l'importance d'une amélioration de la coopération internationale*</u>	Côte d'Ivoire (Groupe Africain)	3	Biennuel	Vote ( <u>31-14-2</u> )
21	<u>Les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme*</u>	Azerbaïdjan (NAM)	3	Annuel	Vote ( <u>27-14-6</u> )
22	<u>Mandat de Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*</u>	Cuba	3	Annuel	Consensus
23	<u>Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : rôles et responsabilités de la police et des autres responsables de l'application des lois*</u>	Danemark	3	Biennuel	Consensus
24	<u>Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions*</u>	Pakistan (Organisation de la Coopération Islamique)	9	Annuel	Consensus
25	<u>Mandat de Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée*</u>	Côte d'Ivoire (Groupe Africain)	9	Triennuel	Consensus

# LES MÉCANISMES DU CONSEIL

## PROCÉDURES SPÉCIALES

14 procédures spéciales thématiques (Rapporteurs spéciaux, Experts indépendants et Groupes de travail) présenteront leurs rapports (y compris ceux issus de missions dans des pays) lors du CDH52. En outre, six procédures spéciales spécifiques à un pays (Rapporteurs spéciaux et Experts indépendants) présenteront des rapports/comptes rendus oraux sur la situation des droits de l'homme dans les pays couverts par leurs mandats et leur engagement avec le(s) État(s) concerné(s).

### MANDATS AYANT POUR OBJET LA SITUATION DANS UN PAYS

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT/COMPTE-RENDU ORAL ET DIALOGUE INTERACTIF
<a href="#"><u>Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée</u></a>	3 mars (dialogue interactif renforcé)
<a href="#"><u>Rapporteur spécial sur l'Afghanistan</u></a>	6 mars
<a href="#"><u>Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar</u></a>	20 mars
<a href="#"><u>Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran</u></a>	20 mars
<a href="#"><u>Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée</u></a>	20 mars
<a href="#"><u>Expert indépendant sur le Mali</u></a>	30 mars



# MANDATS THÉMATIQUES

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT ET DIALOGUE INTERACTIF	RAPPORT DE MISSION DANS LE PAYS
<a href="#">Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme et la lutte antiterroriste</a>	8 mars	Maldives
<a href="#">Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants</a>	8 mars	L'île Maurice
<a href="#">Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation</a>	8 mars	Afrique du Sud
<a href="#">Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction</a>	9 mars	
<a href="#">Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement</a>	9 mars	<a href="#">Portugal</a> <a href="#">Slovénie</a>
<a href="#">Expert indépendant sur les droits des personnes atteintes d'albinisme</a>	10 mars	
<a href="#">Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées</a>	13 mars	<a href="#">European Union</a> <a href="#">Jordanie</a>
<a href="#">Rapporteur spécial sur le droit à un logement convenable</a>	13 mars	

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT ET DIALOGUE INTERACTIF	RAPPORT DE MISSION DANS LE PAYS
<u>Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants</u>	14 mars	
<u>Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée</u>	14 mars	
<u>Experte indépendante sur la dette extérieure</u>	14 mars <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Les obligations financières internationales, les systèmes numériques et les droits de l'homme</u></li> <li>• <u>Guide pratique non contraignant pour le recouvrement efficace des avoirs</u></li> </ul>	Argentine
<u>Rapporteur spécial dans le domaine des droits culturels</u>	15 mars	
<u>Rapporteuse spéciale sur les défenseurs des droits de l'homme</u>	15 mars	Grèce
<u>Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités</u>	23 mars	

# FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE À L'APPUI DE LA PARTICIPATION DES PMA ET PEID

Le Fonds d'affectation spéciale pour soutenir la participation des PMA et des PEID aux travaux du Conseil, mis en place en 2012, aidera quinze représentants gouvernementaux (sept femmes et huit hommes) à participer au CDH52. Pour douze d'entre eux, ce sera leur première participation à une session ordinaire du Conseil.

Lors du CDH52 le Fonds d'affectation spéciale soutiendra la participation de délégués des PMA et PEID suivants:

- Belize
- Benin\*
- Burkina Faso
- Burundi
- Cambodge
- Tchad
- Maldives\*
- Maurice
- Mozambique
- Népal\*
- Soudan\*
- Timor-Leste
- Trinité-et-Tobago
- République-Unie de Tanzanie

\* Membres du Conseil

## THÈMES LES PLUS FRÉQUENTS DU CDH52\*



\*Basé sur toutes les résolutions annoncées, les événements parallèles, les dialogues interactifs, les panels et les rapports.

## NOTES EN FIN DE TEXTE

1. La nomination du titulaire du mandat se fera à condition que le mandat lui-même soit prolongé par le Conseil des droits de l'homme.
2. La nomination du titulaire du mandat se fera à condition que le mandat lui-même soit prolongé par le Conseil des droits de l'homme.
3. <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/sp/hrc52>
4. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/regularsession/session52/2023-01-13/POW-HRC-52-F.doc>
5. <https://edelegate.un.int>
6. <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session52/regular-session>
7. <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session52/list-reports>
8. Lorsqu'ils sont déposés devant le Conseil, les projets de résolution (et autres textes) reçoivent un « nombre L »
9. Basé sur les principaux parrains des résolutions précédentes.
10. Résultat du vote depuis la dernière fois que la résolution a été adoptée par le Conseil. Les résultats du vote sont représentés par (OUI - NON - ABSTENTION)
11. Basé sur les principaux parrains des résolutions précédentes
12. Sur la base du calendrier volontaire des résolutions thématiques
13. Résultat du vote depuis la dernière fois que la résolution a été adoptée par le Conseil. Les résultats du vote sont représentés par (OUI - NON - ABSTENTION)
14. Les dates sont susceptibles de changer



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE  
UNITED NATIONS | GENEVA

---



UNIVERSAL RIGHTS GROUP

The content of this document does not represent the official position of the Permanent Mission of Singapore

---